

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 39 (2002)
Heft: 1537

Artikel: Conjoncture : les silences de Pascal Couchepin
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1008800>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les silences de Pascal Couchepin

Il y a les paroles et il y a la réalité. Malgré l'optimisme largement médiatisé du ministre de l'Economie, la conjoncture reste mauvaise. Elle freine la consommation et lamine les budgets publics.

«Lorsque je suis entré au Conseil fédéral en 1998, la Suisse comptait 5.5% de chômeurs, aujourd'hui on est à 2.5% en moyenne annuelle 2002». Ainsi parle Pascal Couchepin dans ses entretiens avec Jean Romain¹, consignés dans un livre sorti le 23 octobre dernier (p. 54).

Bon, on dépassera nettement le taux moyen de chômage prévu pour cette année. Mais qu'importe. M. Couchepin craint moins la provocation que la sinistrose. Il a décidé une fois pour toutes de "parler un autre langage" assurant qu'il y a "bel et bien un avenir pour ce pays, pour cette économie (...) qu'il suffit de se relever et de cesser de geindre" (p.55). Et quand ces propos exorcistes ne suffisent plus, il vaut mieux se taire. Un général d'économie motive ses troupes ou ferme sa gueule.

Pour preuve: de septembre à la mi-octobre, le chef du Département de l'Economie multipliait les interviews pour répéter à qui voulait bien le croire que les affaires (les vraies, pas celles qui défrayent la chronique) allaient beaucoup mieux qu'on le disait, que la Suisse demeurait une véritable puissance commerciale et financière, bref que l'on pouvait accepter la révision de la loi sur l'assurance-chômage en toute bonne conscience. Depuis que la récession sévit et que la déflation menace, depuis que les affaires (les crapuleuses,

pas celles qui génèrent la prospérité) se multiplient, le même Chef du même Département de l'Economie ne pipe plus mot sur la conjoncture. Tout juste un coup de gueule dans la presse dominicale, pour dénoncer à son tour la cupidité des patrons-profiteurs.

Craintes et morosité

Et pourtant, il y aurait à dire. En un mois à peine, les observateurs ont senti que le terrain nous glissait sous les pieds. Les consommateurs, toujours prompts à flairer le danger, ont anticipé et du même coup amplifié le mouvement. Ils ont réduit leurs dépenses courantes et plus encore leurs intentions d'achats importants. Résultat: les ventes au détail sont à la baisse en termes réels, le climat de consommation se détériore à une vitesse jamais enregistrée depuis 1996/97, tous les instituts révisent à la baisse leurs prévisions conjoncturelles, se gardant bien d'annoncer une véritable reprise.

Les affaires publiques ne vont guère mieux. Dans les cantons et les communes, la préparation des budgets pour 2003 s'avère partout une opération délicate. Quant à la Confédération, elle tangué entre le frein aux dépenses et celui à l'endettement, entre les coupures de crédits et les suppressions de postes non encore créés, entre les contraintes de l'actuelle répartition des charges et celles de la future

péréquation financière. Personne n'y comprend plus rien, pas même les parlementaires attentifs.

Dans ces conditions, on ne voit pas comment, le 24 novembre, M. Couchepin pourrait faire passer la révision de la LACI ou Mme Metzler faire barrage à l'initiative UDC sur l'asile. Décidément, les eaux sont assez troubles pour que ceux qui aiment y pêcher se réjouissent. A eux les massacrantes coupures linéaires, les requérants d'asile réexpédiés en bagages accompagnés, les amalgames en tous genres, d'autant plus séduisants qu'ils sont plus artificiels.

Le prétexte de la rationalité

Dans les entreprises et les collectivités, la bonne gouvernance devient un art de plus en plus difficile. Foi de Couchepin, la participation à l'Exécutif fédéral, si longtemps attendue dans son cas, ne suscite plus qu'une «jubilation intérieure maîtrisée» (p.96) - effectivement imperceptible de l'extérieur. D'autant que sévit ce qu'il appelle «l'inflation de l'éthique» (p.57), la prolifération des normes successives, par laquelle le pouvoir se transfère du politique vers celui qui définit l'éthique du moment.

Mais Pascal Couchepin n'est pas homme à pousser le devoir de politique jusqu'à l'oubli de soi. Celui que Peter Bodenmann désigne élégamment comme le

«seul politicien actuellement membre du Conseil fédéral» ne perd pas de vue son propre avenir. Dans le silence des coulisses du Palais, il serait en train de se mijoter un cahier des charges sur mesure pour sa deuxième moitié de vie gouvernementale. Où figurerait bien sûr toujours l'Economie, mais aussi des compétences traditionnellement domiciliées au Département de l'Intérieur. Concrètement, on verrait ainsi basculer à la fois le prestigieux Groupement de la science et la recherche chères au Secrétaire d'Etat Charles Kleiber et le bien doté Office fédéral de l'Education et de la science, qui rejoindrait ainsi celui de la Formation professionnelle.

Sous son vernis de rationalisation séduisante, l'idée de regrouper toutes les compétences fédérales en matière d'éducation et de science du côté de l'Economie constitue un projet politique clairement ancré à droite. Et que la gauche devrait prévenir pour n'avoir pas à en combattre ensuite les inévitables effets pervers. *yy*

¹ Pascal Couchepin: *Je crois à l'action politique* - Entretiens avec Jean Romain, Préface de Peter Bodenmann. Lausanne, L'Age d'Homme, 2002. 179p. ill. CHF 27.90 (TVA 2.4% incl.), vendu d'emblée avec 20% de rabais dans certaines librairies ne pratiquant pas les prix imposés sur l'ensemble de leur catalogue.